

Penser l'obéissance politique à l'aune du confinement

Sylvain Antichan

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2024/1 Vol. 74, PAGES 167 À 170
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724642377

DOI 10.3917/rfsp.741.0167

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2024-1-page-167?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

que ne le laisse penser la fragmentation sociale du Grand Paris.

L'incontestable centralité politique des maires

C'est ce dernier fil que je souhaite tirer pour mettre en lumière une forme de certitude qui traverse l'ensemble des actions collectives abordées dans l'ouvrage. Elle permet de relativiser le périmètre de la discorde lorsque des coalitions sont en concurrence pour impulser l'action (partie 2 de l'ouvrage).

Prenons le cas du chapitre de Camille Allé sur la « métropolisation financière ajournée ». Les dirigeants des établissements publics territoriaux (EPT) – l'échelon intercommunal intermédiaire entre les villes et la MGP – contestent le transfert de l'ensemble de la fiscalité professionnelle à la MGP. Ils constituent une « coalition de veto » (p. 178) pour défendre leurs ressources budgétaires, alors que la loi NOTRe prévoyait que la MGP les récupère pour parachever l'intégration métropolitaine. Mais cette discorde cache un consensus autour de l'organisation politique du Grand Paris. Je montrais dans ma thèse que la coalition des EPT cherche le soutien des maires par différents moyens. Elle revendique que les EPT constituent des « coopératives de villes » respectueuses de la centralité politique des maires. De son côté, la présidence de la MGP qualifie son institution de « Métropole des maires » où les décisions se prennent à l'unanimité. Parce que l'intégration institutionnelle du Grand Paris est accaparée par les maires, les oppositions ne renvoient pas à des conflits autour du sens et de l'orientation à donner à l'action collective, considérés comme étant une prérogative politique exclusivement mayorale¹.

De nombreux chapitres montrent à quel point les maires sont centraux pour impulser des formes de coordination, les empêcher, comme pour la production métropolitaine de données géographiques (chapitre 3), ou les renégocier, comme dans le cas de la ZFE (chapitre 4). Le passage de la « Seine-Saint-Denis à Plaine Commune » étudié par Emmanuel Bellanger et Christine Lelévrier montre ce qu'un système d'action départemental puis intercommunal doit à la participation active et au soutien des maires. Le passage d'un système

d'action à un autre est accéléré par un « mouvement dissident » de maires refondateurs soucieux de transformer leur territoire en se libérant du communisme départemental au profit d'un « gouvernement des maires » (p. 236) tel qu'il sera constitué dans Plaine Commune.

C'est là une forme d'ordre qui apparaît en filigrane tout au long l'ouvrage et semble stabilisée, en dépit des incertitudes inhérentes à l'action collective : les maires sont des alliés incontournables pour s'inscrire durablement dans le paysage de la métropole parisienne, que ce soit pour affaires économiques ou institutionnelles. Si l'ouvrage montre bien qu'ils sont loin d'être tout-puissants, il confirme leur rôle d'intermédiaire obligé dans la construction d'une capacité d'action collective². Ainsi, le pouvoir local qu'ils incarnent évolue et se redéploie dans la complexité du Grand Paris, et demeure toujours aussi difficilement contestable.

Clément Lescloupé

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP

Penser l'obéissance politique à l'aune du confinement³

Dans cet ouvrage, Théo Boulakia et Nicolas Mariot nous replongent dans le premier confinement en France (du 17 mars au 10 mai 2020). Plus précisément, ils cherchent à comprendre comment la grande majorité des habitant·es a pu se conformer aux mesures édictées face au Covid-19, alors même qu'elles représentaient des restrictions des libertés sans précédent en « régime libéral [...] depuis la mobilisation générale de 1914 » (p. 8). Ce premier confinement est ainsi construit comme « une expérience d'obéissance de masse ». Face à une littérature scientifique qui, selon les auteurs, se concentre principalement sur les « confinés », cette enquête ambitionne de réintroduire le rôle de l'État (le « confineur ») dans la conduite des gouvernés, en étudiant d'abord les formes de la coercition étatique, puis en s'intéressant aux « logiques du conformisme et aux figures du refus » (p. 12).

1. Clément Lescloupé, « Une configuration indécidable : retour sur vingt années de réforme ininterrompue des institutions du Grand Paris (2000-2020) », thèse en science politique sous la direction de Brigitte Gaiiti, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2021.

2. Stéphane Cadiou, « Le maire et les paris (risqués) de l'action publique », *Pouvoirs*, 148 (1), 2014, p. 43-55.

3. À propos de Théo Boulakia, Nicolas Mariot, *L'attestation. Une expérience d'obéissance de masse, printemps 2020*, Paris, Anamosa, 2023, 379 p., bibliographie, index.

L'ouvrage s'appuie centralement sur le dépouillement de l'enquête VICO (« la vie en confinement »), questionnaire en ligne administré à plus de 16 000 personnes en avril et mai 2020. Il exploite plus particulièrement les commentaires libres que 3 000 répondant-es ont rédigé à la fin du questionnaire (formant un corpus de quelque 500 pages). La force empirique de l'ouvrage tient au choix de ne pas se cantonner à l'exploitation d'un seul questionnaire mais de croiser de nombreuses sources¹, avec une réelle inventivité méthodologique. Par exemple, les auteurs croisent les chiffres rendus – difficilement – publics des verbalisations à l'échelle départementale avec ceux des déplacements le dimanche enregistrés par *Google mobility*. Il en découle un résultat « contre-intuitif » selon lequel les départements les plus confinés comptent le plus grand nombre de verbalisations par adulte. Dès lors, la propension à verbaliser s'explique « par le comportement des contrôleurs » et non par celui des « contrôlés » (p. 135). Autre exemple : pour démontrer que l'obéissance renvoie non seulement à la peur du virus mais bien également à celle de la sanction, ils analysent les réponses fournies par une même personne aux questions portant sur le fait de sortir de son domicile munie d'une attestation (ordre sanctionné, respecté par 91 % des répondant-es) et de se laver régulièrement les mains (conseil non sanctionné, respecté par seulement 44 % des répondant-es) (p. 251). L'ouvrage fourmille ainsi de trouvailles empiriques susceptibles d'éveiller l'imagination méthodologique.

Une première partie intitulée « FAQ » vise à resituer le confinement français dans son contexte international. Elle s'appuie sur un travail réflexif autour de la catégorie de « confinement » (*lockdown*), ce même terme ayant été utilisé pour désigner des situations très disparates selon les pays et même selon les régions (p. 37), y compris dans des travaux comparatifs à prétention scientifique. Parfois, la seule fermeture des écoles a pu être qualifiée de *lockdown*, terme qui, dans des définitions plus restrictives, renvoie plutôt au *stay-at-home order*. Ce qu'on a désigné, en France, comme le confinement relève dans la taxinomie de l'OMS – ayant fini par s'imposer – du *monitored stay-at-home order with applicable sanctions*, et peut être analysé comme l'un des plus « durs » d'Europe (p. 59-73). Ce travail sur les catégories permet alors d'écarter l'hypothèse simpliste d'une circulation internationale du modèle chinois, en mettant à jour

les formes spécifiques prises par le confinement d'un pays à un autre (p. 30). Il invalide également une analyse en termes de choix rationnel. Les auteurs s'appuient sur des études comparatives internationales qui évaluent « l'impact de chaque mesure » et montrent que les assignations à domicile ont un « effet nul » ou « faible » sur la propagation du virus et le taux de mortalité, lorsqu'elles sont combinées avec d'autres mesures comme la fermeture des écoles et la limitation des rassemblements (p. 56-57). Afin de comprendre les choix opérés dans cette conjoncture incertaine, T. Boulaïkia et N. Mariot mobilisent alors une hypothèse socio-historique : l'historicité propre de chaque société politique – leurs « vieilles habitudes » (p. 49) – orientent les choix réalisés : « les États les plus répressifs en temps ordinaire [étant] précisément ceux qui ont le plus fermement bouclé leurs citoyens » (p. 44). Singularisé dans cette première partie, le confinement français est, dans la suite de l'ouvrage, désingularisé pour analyser les logiques de l'obéissance politique.

La deuxième partie (chapitres 1, 2 et 3) est centrée sur l'action coercitive de l'État. Une « caractéristique absolument fondamentale » du confinement est la généralisation du contrôle policier à des populations jusqu'alors peu soumises à ces pratiques, comme les femmes, les personnes de plus de 30 ans ou les ruraux (p. 137-147). Le caractère flou des règles, au moins pendant les premières semaines, a renforcé le sentiment d'« arbitraire » associé à cette surveillance généralisée. La démocratisation du contrôle n'empêche pas simultanément un creusement des inégalités de genre, de race et de classe. Au-delà de l'attestation de sortie – analysée comme « un dédoublement de soi » produit et contrôlé par l'État entre le « moi qui remplit l'attestation et celui qui pratique la sortie » (p. 109) – les auteurs décrivent finement les mesures complémentaires adoptées par les autorités préfectorales et municipales (fermetures de lieux, couvre-feu, etc.) ainsi que les modalités de leur mise en œuvre (caméras de surveillance, drones, hélicoptères, etc.). De cette description, émerge « le portrait d'un État parfaitement équipé pour la surveillance de masse » (p. 367). Un portrait double puisque les taux de contrôle et les taux de verbalisation leur permettent de distinguer « deux polices des sorties » : l'une où les contrôles sont nombreux mais les verbalisations rares (correspondant plutôt aux

1. Présentées en fin d'ouvrage et détaillées sur le site internet accompagnant le livre : <https://l-attestation.github.io>.

zones de gendarmerie) et l'autre où les contrôles moins systématiques conduisent plus souvent à des sanctions (là où la police municipale est nombreuse et dans les quartiers populaires).

Cette démonstration alimente l'hypothèse majeure de cette deuxième partie. Selon T. Boulakia et N. Mariot, le succès du confinement tient au façonnement étatique d'un « inquiètement du dehors » : « En vidant l'espace public de ses occupants, de ses activités ordinaires, en cassant les repères et les routines, ils l'ont rendu tout entier disponible pour l'inquiétude » (p. 368). « Vid[é] et surveill[é] », cet espace « décap[é] de sa couche de familiarité » est « disponible pour des peurs qui n'auraient pu se développer dans un univers plein des routines de chaque jour » (p. 228). Par cette hypothèse, les auteurs expliquent l'obéissance, tout en sortant de l'alternative entre peur du virus et de la sanction ou encore entre consentement et contrainte. Dans la continuité de la thèse développée dans *Bains de foule*¹, c'est par la transformation de leur environnement quotidien matériel et sensoriel – « physique » et « “psychologique” » –, que les conduites des gouvernées sont infléchies.

La troisième partie (chapitres 4, 5 et 6) se tourne du côté des gouvernées. L'ambition est de « proposer une cartographie systématique de ce que font les gens lorsqu'on leur donne des ordres ou qu'on leur prescrit certains comportements, sanctions à la clef » (p. 244). En s'appuyant sur les 16 000 réponses au questionnaire VICO, les auteurs proposent une CAH (classification ascendante hiérarchique) construite à partir des pratiques des acteurs (elles-mêmes réunies en trois catégories : rapport aux règles de sortie, précautions sanitaires et formes de participation). Par ce biais, ils construisent six « espèces de confinés » (« claustrés », « exemplaires », « légalistes », « insouciantes », « protestataires » et « réfractaires »), corrélées dans un second temps aux propriétés socio-démographiques des populations. Loin d'être l'aboutissement de la recherche, ces idéaux-types permettent d'explorer plus finement « les formes de l'opposition » et « les logiques de l'obéissance ». Ils montrent ainsi, par exemple, que « l'acceptation du sort de confiné » passe par la « domestication des règles », la capacité à jouer avec (p. 290). Ceux et celles qui sont restées enfermées au-delà des obligations légales, n'acceptent pas plus que les autres les règles mais,

faute de ressources suffisantes, ils et elles éprouvent des difficultés « à investir l'écosystème des droits nouvellement défini par l'état d'exception » (p. 281). Le conformisme des populations se façonne aussi dans un rapport non pas vertical (à l'État) mais horizontal, « en fonction du comportement prêté aux autres » gouvernées. Le sentiment d'avoir une situation « privilégiée » face au confinement, ou la possibilité de légitimer des griefs antérieurs envers des voisins ou des groupes plus larges, contribuent à créer un consentement sans adhésion réelle.

S'appuyant sur le constat statistique que les femmes sont plus nombreuses que les hommes parmi les « claustrées », le sixième et dernier chapitre propose une étude genrée du confinement et se concentre sur l'« enfermement des femmes ». Les auteurs mettent en avant une « *sensibilité spécifique à l'inquiètement* » (p. 353), car sortir suppose pour elles, en conjoncture routinière, un « faisceau de tactiques » et de routines mises à mal par la défamiliarisation de l'espace par le vide. La surveillance policière (porteuse de domination masculine) contribue aussi à rendre le « dehors » plus inhospitalier pour les femmes qui subissent, en parallèle, une propension typiquement masculine à « faire respecter (aux autres) l'assignation à domicile » (p. 349) et un surcroît de travail domestique et parental. Par ce chapitre, T. Boulakia et N. Mariot relient explicitement les différents fils de l'ouvrage dont les parties pourraient sembler, par ailleurs, relativement autonomes.

La démarche adoptée par les auteurs est originale dans le paysage actuel des sciences sociales du politique. En effet, elle s'éloigne des méthodes d'investigation privilégiées sur un tel objet : pas de prosopographie et quand des entretiens sont mobilisés, ils ont été réalisés par d'autres, parfois dans le cadre d'autres enquêtes, comme celle de Marion Guenot sur les forces de l'ordre. À l'inverse, des sources souvent peu valorisées – comme l'exploitation systématique de la presse locale – participent pleinement à l'administration de la preuve. Le vocable de méthodes « mixtes » pourrait quant à lui estomper la singularité de la démarche. Elle s'apparente bien plus, à mon sens, à ce que pourrait être une *socio-histoire du présent*. Au-delà même des références scientifiques mobilisées ou des analogies tissées avec d'autres situations passées, ce penchant s'affirme dans

1. Nicolas Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

l'usage extensif et réflexif des sources¹, plus encore, par la recherche systématique de traces et d'indices indirects. Par ces choix, l'ouvrage propose une sociologie de l'État qui ne se confond pas avec une sociologie de l'action publique et renoue avec les problématiques de la sociologie historique et de la socio-histoire du politique sur l'étatisation des sociétés et des humains.

Enfin, l'originalité de l'ouvrage repose aussi dans la manière dont il cherche à diffuser les sciences sociales au-delà des seuls publics académiques sans abîmer la scientificité du propos. Plutôt que d'invisibiliser l'administration de la preuve pour ne retenir que les conclusions, les auteurs ont choisi de mettre en intrigue les opérations empiriques². Se tisse ainsi un récit autour de la formulation et du déplacement des questions de recherche, de la quête d'indices et d'outils statistiques, de leurs apports et de leurs limites, des calculs réalisés, etc. Contribution significative à une sociologie de l'obéissance politique, l'ouvrage constitue ainsi également un outil pédagogique pour les enseignements de science politique et de sciences sociales.

Sylvain Antichan -

Université de Rouen-Normandie, CUREJ

Les ambivalences de la domesticité au service des plus riches³

Quels sont les mécanismes de l'exploitation exercée par les grandes fortunes sur leurs domestiques ? *Servir les riches* d'Alizée Delpierre vise à répondre à cette question en s'appuyant sur une enquête dense. Le livre démêle les ambivalences de la domination rapprochée des grandes fortunes, en soulignant les rétributions symboliques et matérielles reçues par les domestiques, accompagnée simultanément, selon l'auteure, d'un fond de violence. Alors que les domestiques peuvent se prévaloir de rémunérations mensuelles éventuellement élevées, de cadeaux divers, d'évoluer dans un monde opposé à celui de leur milieu d'origine, elles et ils s'épuisent au travail, doivent apprendre

à satisfaire les désirs fous de leurs patrons jusqu'à subir parfois de véritables agressions sexuelles. Ainsi, tout le livre s'évertue à dévoiler l'*illusio* de la domesticité, par laquelle « l'asymétrie entre patrons et domestiques est compensée et parfois masquée, par le fait que les patrons parlent et agissent comme des bienfaiteurs » (p. 50).

L'ouvrage repose à la fois sur plus d'une centaine d'entretiens avec des grandes fortunes, un nombre presque aussi important d'entretiens avec des domestiques et une recherche dans les archives de l'action des catholiques et indépendants à laquelle appartenaient dans les années 1960 des membres de la bourgeoisie et de l'aristocratie françaises. Plusieurs observations participantes ont également été réalisées. La sociologue a été employée à temps partiel auprès de deux familles, respectivement pendant un an et quatre mois. À cela s'ajoute l'accompagnement à plein temps d'une de ces deux familles pendant deux mois en Chine, « un peu comme une jeune fille au pair » (p. 19). A. Delpierre mentionne également au cours de l'ouvrage avoir participé à deux semaines de formation intensive où « l'on apprend à être domestique chez les riches » (p. 83). Elle explique que les observations auprès de la famille qui l'a emmenée en Chine ont été menées « quelques années avant d'entreprendre sa recherche » (p. 94-95). Alors étudiante en sociologie, A. Delpierre noircissait « rigoureusement des dizaines de cahiers de tout ce [qu'elle] pouvait observer et entendre dans cette famille [et a] décidé de les rouvrir trois ans plus tard » (p. 94-95). Si le livre donne finalement davantage à entendre des discours qu'à voir des pratiques, ces situations d'observations ont permis à son auteure de rencontrer nombre d'interviewés.

Les premiers chapitres portent surtout sur l'entrée dans le poste. Le premier dévoile les rêves des domestiques, attirés par les gains économiques potentiels, l'entrée dans un monde différent de celui dans lequel ils ont grandi. Le chapitre suivant s'arrête sur ce que souhaitent les ultras riches. Pour eux, le service domestique est un besoin et non un confort : la domesticité clive et classe ; elle libère du temps pour s'adonner à

1. François Buton, Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF-CURAPP, 2009.

2. Le soin apporté à la mise en forme de l'ouvrage (typique des éditions Anamosa), le mode d'écriture retenu pour la première partie de l'ouvrage, la mise à disposition d'un site en complément de l'ouvrage contribuent également à ce souci de s'adresser à un public élargi.

3. À propos d'Alizée Delpierre, *Servir les riches. Les domestiques chez les grandes fortunes*, Paris, La Découverte (L'envers des faits), 2022, 208 p.